

- F -

Période de questions – 14 mars 2013

Mise en place d'un nouveau régime de redevances minières

M. Jean-Marc Fournier

M. Fournier: Merci, M. le Président. Il aura fallu attendre six mois après l'élection pour que se tienne un forum sur les mines. Et, encore, ce n'est pas demain que l'incertitude va se terminer.

En matière de redevances minières, pendant deux ans, le Parti québécois a crié au scandale. Ils ont inventé une Australie imaginaire et fait croire à une invasion de Chinois. On a eu droit à un gros, gros camion avec un petit, petit caillou. Mais, cette semaine, méchant changement, M. le Président, ce qui était le scandale du siècle est devenu un régime « concurrentiel », « juste », « perfectible ». Pour faire ce virage à 180 degrés, ça prend du temps: du temps pour sauver la face. Ça a pris six mois depuis l'élection et ça prendra encore du temps avant de mettre fin à l'incertitude.

Le Parti québécois a crié au loup, les investisseurs sont allés ailleurs. En 2013, on aura 700 millions d'investissements de moins, une première en 12 ans. 700 millions de moins. Est-ce que la première ministre ne trouve pas que c'est cher payé pour sauver la face?

Le Président: Mme la première ministre.

Mme Pauline Marois

Mme Marois: Oui. Merci, M. le Président. Je remercie le... le...

Des voix: ...

Mme Marois: Merci, M. le Président, de me donner la parole, n'est-ce pas? C'est tout à fait juste.

Alors, je suis toujours étonnée des questions du chef de l'opposition. Il a fallu attendre cinq ans avant qu'il ne bouge sur la hausse des redevances, M. le Président, avec le résultat qu'on connaît: la moitié des minières n'ont toujours pas payé de redevances sous le régime libéral, M. le Président. En à peine quelques semaines, nous avons réussi à négocier avec Stornoway une réduction de 125

millions de dollars de coûts que les Québécois allaient devoir supporter parce que le gouvernement d'alors, qui est maintenant à l'opposition, avait décidé de payer la route presque au complet, M. le Président. Je pense que ça, c'étaient des décisions irresponsables et déraisonnables.

Ce que nous allons faire et ce que nous allons prendre comme décisions, ce sont des décisions raisonnables, justes et équitables. Les ressources naturelles, ça appartient à tous les Québécois. C'est notre patrimoine. Nous croyons à leur développement, nous croyons à ceux et celles des entreprises qui souhaitent faire ce développement, créer de la richesse. Mais nous croyons cependant que la richesse créée par leur exploitation doit être partagée entre tous les Québécois et que les minières y trouvent leur juste compte, cela va de soi, M. le Président. Et nous agissons ainsi pour ceux et celles qui vivent aujourd'hui mais pour la génération de demain, puisqu'une partie de... puisque ces redevances iront au Fonds des générations pour couvrir la dette, M. le Président. Nous sommes des gens responsables et nous allons nous assurer que les Québécois en aient pour leur argent, M. le Président.

Le Président: Première complémentaire, M. le chef de l'opposition.

M. Jean-Marc Fournier

M. Fournier: Pendant les applaudissements, M. le Président, le ministre des Finances est allé voir la première ministre. Je suis sûr qu'il est allé lui dire: Fais attention, parce que tu as bien fait de ne pas parler du régime en vigueur sous le gouvernement libéral parce qu'après avoir crié au scandale, avoir crié au loup je viens de faire un rapport qui dit que c'était un bon régime, c'était un régime qui était juste, c'était un régime qui nous permettait d'envisager l'avenir.

M. le Président, ce qui se passe, c'est qu'on a une ministre des Ressources naturelles qui a crié au loup, qui a fait perdre 700 millions d'investissement. On n'aura pas plus de redevances avec moins d'investissements.

**** (10 h 30) ****

Le Président: Mme la première ministre.

Mme Pauline Marois

Mme Marois: J'inviterais le chef de l'opposition officielle, M. le Président, à consulter les données et les chiffres sur les investissements et regarder du côté de

l'Ontario, où les baisses d'investissements ont été plus importantes qu'au Québec, alors que leur régime est plus complaisant, M. le Président. Pourquoi? Pourquoi? Parce qu'il y a une conjoncture et que cette conjoncture amène les minières à prendre certaines décisions qui n'ont rien à voir avec le fait que le Québec veuille avoir un régime plus juste, plus équitable, oui, qui va permettre de reconnaître un profit normal aux entreprises, il n'y a jamais personne qui a contesté ça, M. le Président. Cependant, il faut qu'une partie de la création de la richesse générée...

Le Président: En terminant.

Mme Marois: ...par l'exploitation de notre patrimoine revienne aussi à tous les Québécois et à toutes les Québécoises.

Le Président: Complémentaire, M. le député de Rivière-du-Loup--Témiscouata.

M. Jean D'Amour

M. D'Amour: Alors, M. le Président, on va le rappeler aussi souvent qu'il sera nécessaire de le faire, la chef du Parti québécois, la première ministre, en campagne électorale a pris un engagement très, très clair: dès l'élection d'un gouvernement du Parti québécois, 800 millions de redevances.

Six mois plus tard, M. le Président, est-ce que la première ministre peut nous indiquer où elle va le prendre, son 800 millions, compte tenu de la baisse des investissements dans le secteur minier, où elle va le prendre et quand les Québécois en verront la couleur, de cet argent, M. le Président?

Le Président: Mme la ministre des Ressources naturelles.

Mme Martine Ouellet

Mme Ouellet: Oui. Merci, M. le Président. En fait, nous aurons un forum demain. Nous serons à l'écoute de l'industrie minière, nous serons à l'écoute des travailleurs, nous serons à l'écoute des différents intervenants.

Il est très clair que chacune des minières ont des réalités, des réalités différentes en fonction du prix des métaux, en fonction des investissements, en fonction de la durée de vie des mines. Mais, dans l'ensemble, il y a des minières qui font des bénéfices exceptionnels, et nous pensons qu'il y a de la place pour un meilleur partage de la richesse créée. Et nous pensons aussi qu'il serait juste normal que

chacune des minières paie un revenu minimum garanti à l'État, et c'est pour ça que nous proposons un régime hybride. Et je pense que, si nous avons à réviser...

Le Président: En terminant.

Mme Ouellet: ...le régime aujourd'hui, c'est parce que vous ne l'avez pas fait quand vous étiez là.

Le Président: Complémentaire, M. le député de Rivière-du-Loup--Témiscouata.

M. Jean D'Amour

M. D'Amour: M. le Président, pendant que la ministre parle, parle, parle et parle encore, le résultat, on l'a ce matin, dans le journal *Le Soleil: L'avenir des mines en péril, dit l'industrie*. Ça, c'est clair, ce sont des faits. Six mois plus tard, ce à quoi on assiste comme spectacle, là, c'est des pertes d'emploi dans les régions du Québec. Il y a des travailleurs à qui on arrache le pain de la bouche, M. le Président. La première ministre a pris un engagement à 800 millions de dollars de redevances, il serait le temps de prendre des décisions.

Demain, c'est un forum consultatif. À quand les décisions après? Nous, on demande...

Le Président: Mme la ministre des Ressources naturelles.

Mme Martine Ouellet

Mme Ouellet: Oui, merci, M. le Président. Je pense que le député de Rivière-du-Loup se perd un peu dans son discours, parce qu'actuellement, du côté des mines, du côté de ce qui se passe au Québec, je peux vous dire qu'il y en a, de l'emploi dans les mines, et qu'il y en a assez. Puis on a des efforts de formation à travailler, parce qu'eux, ils n'ont rien prévu, c'était de l'improvisation.

Des voix: ...

Le Président: C'est trop bruyant. Ah! Il me semblait que je ne vous avais pas entendu, M. le député de Louis-Hébert, mais là je vous entends, là je vous entends. Mme la ministre.

Mme Ouellet: Donc, merci, M. le Président. Je pense qu'on agit en gouvernement responsable, on veut avoir une vision à moyen et à long terme et créer un climat de

confiance. Pour avoir de la stabilité pour l'industrie minière, il est important de créer un climat de confiance avec les populations, là où le Parti libéral a complètement échoué dans les dernières années.